

Chapitre 1

Principaux défis à court et moyen terme

Du point de vue de la croissance du PIB réel, l'économie grecque a enregistré de bons résultats ces dernières années et a mieux surmonté le ralentissement international de l'activité que la plupart des pays de l'OCDE. Cependant, cela s'est fait au prix d'un déficit budgétaire qui s'est énormément creusé et d'un taux élevé d'endettement public. Une des principales difficultés pour les responsables de la politique économique sera donc de contenir les déficits publics afin de respecter les obligations européennes et de se préparer à faire face aux pressions sur les dépenses qui apparaîtront après 2015 en raison du vieillissement de la population et d'un système public de retraite qui n'est pas viable sur le plan actuariel et qui, jusqu'à présent, n'a guère subi de réformes. Le coût croissant du système public de santé ajoutera encore aux pressions sur le budget de l'État. Les autorités auront aussi beaucoup à faire pour atteindre leur objectif de réduction de l'écart de niveau de vie entre la Grèce et l'Union européenne, qui s'est creusé de la fin des années 70 au milieu des années 90 pour se resserrer depuis lors. Pour combler l'important écart de revenu par habitant qui subsiste, il faudra : i) mobiliser les énormes réserves existantes de main-d'œuvre par des réformes complètes du marché du travail, notamment en ce qui concerne les systèmes d'éducation et de formation; ii) maintenir les gains de productivité à un niveau élevé pendant une longue période, essentiellement en supprimant l'intervention encore généralisée des pouvoirs publics dans le processus économique et en instaurant une culture de la concurrence sur les marchés de produits; et iii) préserver la stabilité macroéconomique tout en améliorant la compétitivité internationale par la suppression de l'écart d'inflation qui persiste avec la zone euro.

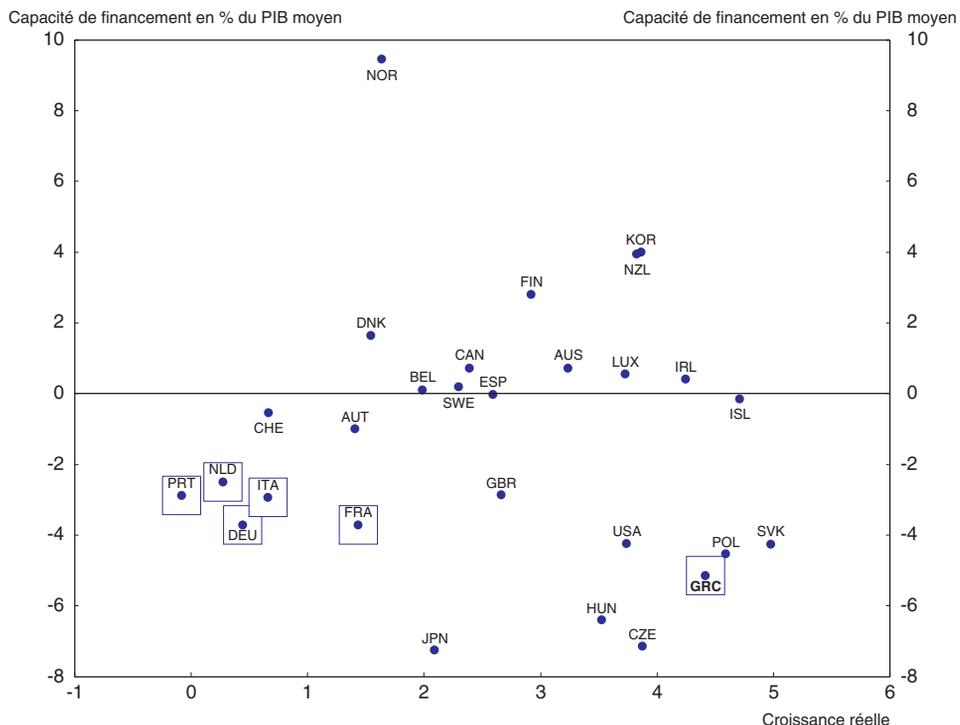
Un assainissement budgétaire durable s'impose d'urgence

La Grèce a fait d'énormes progrès en matière d'assainissement budgétaire au cours des années 90, ramenant le déficit des administrations publiques de près de 16 % du PIB au début de la décennie à 3.4 % (chiffre révisé) en 1999. Selon les méthodes comptables appliquées par Eurostat à cette époque, le déficit était sensiblement inférieur à 3 % du PIB en 1999. Cet assainissement s'est accompagné d'une désinflation. Mesurée par l'indice implicite des prix de la consommation privée, l'inflation est tombée d'environ 20 % en 1990 à moins de 3 % en 1999. Le processus d'assainissement a aussi permis à la Grèce d'entrer dans la zone euro, aux taux d'intérêt nominaux de converger vers la moyenne de la zone euro et aux taux d'intérêt réels de baisser, ce qui a donné un coup de fouet à l'investissement et à la consommation privés.

Depuis le début de ce nouveau siècle, toutefois, le processus s'est inversé, même si la progression du PIB reste vive (graphique 1.1). Le solde primaire est passé d'un excédent de 4 % du PIB en 1999 à un déficit d'environ ½ pour cent en 2004 (voir le graphique 2.1 au

Graphique 1.1. **Croissance et solde du secteur public**¹

2002-04



1. L'Allemagne, la France, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas et le Portugal font ou ont fait l'objet d'une procédure de déficit excessif de l'UEM.

Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques, n° 77.

chapitre 2), tandis que la croissance annuelle du PIB s'est établie en moyenne à quelque 4 % durant cette période, dépassant allègrement la moyenne de l'UE. La Grèce a ainsi laissé passer une occasion d'assainir ses finances publiques encore plus favorable que celle qui s'offrait à la plupart des autres pays de l'UE. Cela est fort regrettable, pour plusieurs raisons :

- Même sur la base des chiffres non corrigés, il est évident que l'état des finances publiques s'est dégradé après le début du siècle, les objectifs fixés pour le déficit ont été dépassés et la dette publique n'a diminué que lentement en raison d'importantes opérations extrabudgétaires opaques. Les audits budgétaires réalisés en 2004 après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement ont révélé que les déficits publics avaient été en fait sous-estimés de 2 points de PIB, en moyenne, pendant les 7 années précédentes, et la dette publique de 6-8 points de pourcentage.
- Les *Études économiques* successives de la Grèce soulignent que les dépenses publiques sont en grande partie inefficaces et que le système fiscal fausse les incitations. Par conséquent, un assainissement continu, accompagné de réformes, pourrait conduire à de meilleurs résultats globaux.
- Du fait de l'évolution démographique, conjuguée à un système public de retraite qui est comparativement généreux et qui n'a pratiquement pas subi de réformes, les pressions sur les dépenses primaires commenceront à s'intensifier notablement après 2015, et ce pendant au moins deux décennies. Cela serait préoccupant même si la dette publique de la Grèce était plus modeste.
- Mais la Grèce a le deuxième ratio dette/PIB le plus élevé de la zone de l'OCDE, seul le Japon ayant dépassé le taux grec (110 %) l'an dernier. Les plans à moyen terme du moment (le Programme révisé de stabilité et de croissance de mars 2005) ne prévoient qu'une lente diminution de ce ratio, les opérations extrabudgétaires qui alourdissent la dette continuant d'enfoncer un coin entre la réduction des déficits et la réduction de la dette, mais à un moindre degré.
- L'assainissement est désormais très difficile, vu la situation de départ : le chiffre révisé du déficit s'établit à 6.1 % en 2004, le plus élevé, et de loin, de la zone euro, une fois encore dépassé seulement par le Japon parmi les pays membres, et il représente plus du double du seuil de Maastricht, obligeant la Grèce à se conformer à une procédure de déficit excessif.

Le chapitre 2 commente dans le détail les raisons de la sérieuse dégradation des finances grecques – déjà fragiles – depuis le début de ce siècle, à savoir le niveau élevé des dépenses militaires, un alourdissement considérable de la masse salariale du secteur public, des recettes fiscales inférieures aux prévisions malgré une vigoureuse croissance du PIB et, tout dernièrement, de lourdes dépenses au titre des Jeux olympiques de 2004. Pour assainir le budget, il faudra diminuer encore les dépenses primaires et agir éventuellement sur la fiscalité. Le programme révisé de stabilité et de croissance prévoit une importante réduction du déficit cette année, en partie par des économies sur les dépenses liées aux Jeux olympiques, et une poursuite de l'assainissement en 2006 et 2007 (voir le chapitre 2). De nouvelles mesures structurelles pourraient bien être nécessaires pour atteindre l'objectif de réduction du déficit à moins de 3 % en 2006. En tout cas, avec le rythme d'assainissement prévu après 2006, le ratio d'endettement resterait supérieur à 100 % du PIB en 2007. Ce rythme d'assainissement n'est probablement pas suffisant, vu l'ampleur des déséquilibres budgétaires et des pressions budgétaires après 2015, lorsque la

génération du *baby-boom* commencera à partir à la retraite. L'objectif au-delà de 2007 devrait être de se rapprocher régulièrement de l'équilibre budgétaire.

La tâche la plus urgente et la plus importante à laquelle la Grèce doit s'atteler consiste donc à poursuivre l'assainissement budgétaire sur plusieurs années, de préférence avec la même vigueur et la même détermination que dans les années 90. Cela exigera des efforts durables de la part des autorités, qui devront explorer tous les moyens d'établir les priorités et de poursuivre les objectifs gouvernementaux de manière plus efficiente, et aussi réformer le système fiscal de manière à augmenter les recettes sans saper les incitations au travail et à l'épargne – mais au contraire en les renforçant. Même si le nouveau gouvernement s'est engagé à redresser les finances publiques, il n'est pas évident que le grand public en ressente vraiment l'urgence et, de fait, certaines propositions concernant des réformes indispensables se heurtent déjà à une opposition politique. Cela n'est pas une raison pour faire machine arrière. Il existe une fenêtre d'opportunité, et elle ne restera pas ouverte longtemps.

Comblent l'écart de revenu avec l'Union européenne

La réticence à se lancer dans un programme long et ambitieux d'assainissement budgétaire s'explique peut-être par la crainte des effets que cela pourrait avoir sur la croissance. De fait, à court terme, il est probable que la fin des dépenses liées aux Jeux olympiques aura des répercussions sur les revenus – mais les agents économiques l'ont sans doute correctement prévu, et l'impact sur l'activité ne sera pas forcément très marqué ni durable. Il est vrai, cependant, que la mise en œuvre d'un programme d'assainissement des finances publiques dans le cadre d'une union monétaire ne produira pas le même effet d'attraction des dépenses privées que celui dont la Grèce a bénéficié avant son adhésion à la zone euro, période marquée par une forte baisse des taux d'intérêt. En revanche, les taux d'intérêt sur la dette de la Grèce n'ont apparemment pas été touchés par la série de révélations concernant la gravité de l'état des finances publiques en 2004, ce qui a permis à la Grèce de continuer d'accroître sa dette à des conditions favorables et d'éviter des effets négatifs sur les dépenses privées. On ne peut cependant exclure que les marchés financiers réagissent mal, dans l'avenir, s'ils s'aperçoivent que l'assainissement promis est dans l'impasse et/ou que les réformes structurelles sont mises en veilleuse ou édulcorées. Cela nuirait certainement davantage aux perspectives de croissance que les mesures d'assainissement.

Accélérer la progression du PIB par habitant à des taux supérieurs à la moyenne de l'UE demeure, de fait, un important objectif de l'action économique¹ du gouvernement grec sur le moyen terme. D'après les estimations actuelles, le potentiel de croissance du PIB de la Grèce est de l'ordre de 3¼ pour cent par an, avec un ralentissement à environ 3 % en 2010 du fait de la dissipation des effets de l'adhésion à la zone euro et des importants transferts reçus de l'UE. Bien qu'encore supérieure à la moyenne de l'UE, une croissance de 3 % par an retarderait le rattrapage par rapport au niveau de revenu de l'UE15. Il est donc souhaitable d'engager des réformes afin d'éviter tout ralentissement de la croissance potentielle, et même de la renforcer. Une simple décomposition montre là où les réformes économiques seraient les plus utiles pour maintenir un taux élevé d'expansion dans l'avenir (graphique 1.2). On constate que l'écart de revenu par habitant, corrigé des parités de pouvoir d'achat (PPA), entre la Grèce et les États-Unis, pris comme pays de référence dans la zone OCDE, est dû à la fois au nombre moins élevé d'heures travaillées et au niveau plus faible de la production horaire.

Graphique 1.2. **Décomposition de l'écart de revenu**

Écart de PIB par habitant (en points de pourcentage) par rapport aux États-Unis, corrigé en termes de PPA, 2003



1. L'écart de PIB par habitant totalise les deux éléments indiqués. L'effet de l'utilisation de la main-d'œuvre prend en compte le nombre total d'heures travaillées par habitant. La productivité retenue est la productivité horaire.

Source : OCDE, base de données sur la productivité (février 2005).

L'écart de taux d'utilisation de la main-d'œuvre par rapport aux États-Unis reflète un taux d'emploi plus bas, partiellement compensé par une durée du travail plus longue en Grèce. Le taux plus faible d'activité et le niveau plus élevé du chômage, notamment parmi les femmes et les jeunes, explique pourquoi le taux d'emploi est moins élevé qu'aux États-Unis. Cependant, l'écart pour le taux d'utilisation totale de la main-d'œuvre est plus faible que pour les pays de la zone euro, notamment parce que le marché du travail s'est nettement affaibli dans la plupart des pays d'Europe, mais aussi surtout parce que la longue durée du travail pour les salariés grecs à temps plein et le faible niveau du travail à temps partiel compensent l'effet des taux d'emploi peu élevés des jeunes, des femmes et des travailleurs âgés. Il y a donc de grandes possibilités de relèvement des niveaux de revenu en Grèce grâce à une plus forte utilisation de la main-d'œuvre. En outre, un taux

Tableau 1.1. **Croissance à moyen terme de la production potentielle**

Moyenne annuelle, en points de pourcentage

	Croissance du PIB potentiel		Croissance de la productivité potentielle du travail (production par salarié)		Croissance de l'emploi potentiel		Population d'âge actif		Taux tendanciel d'activité		Variation du chômage structurel	
	1992-2004	2005-10	1992-2004	2005-10	1992-2004	2005-10	1992-2004	2005-10	1992-2004	2005-10	1992-2004	2005-10
Allemagne	1.5	1.6	1.1	1.6	0.3	0.1	0.0	-0.2	0.5	0.3	-0.1	0.0
Australie	3.3	3.2	1.7	2.1	1.6	1.1	1.2	1.0	0.3	0.0	0.1	0.1
Autriche	2.3	2.1	1.7	2.0	0.6	0.2	0.4	0.0	0.3	0.1	0.0	0.0
Belgique	2.0	2.1	1.4	1.6	0.7	0.4	0.2	0.3	0.5	0.1	0.0	0.0
Canada	3.0	3.1	1.4	2.1	1.5	1.0	1.2	1.0	0.2	0.0	0.1	0.0
Danemark	2.1	1.8	1.8	1.9	0.3	-0.1	0.2	0.0	-0.1	-0.0	0.2	0.0
Espagne	3.0	2.8	1.0	1.3	1.9	1.5	0.7	0.8	1.0	0.6	0.3	0.1
États-Unis	3.2	3.3	1.9	2.3	1.3	0.9	1.2	1.1	0.0	-0.2	0.1	0.0
Finlande	2.4	2.1	2.2	2.3	0.1	-0.2	0.2	0.1	0.0	-0.4	-0.1	0.1
France	2.1	2.0	1.3	1.8	0.8	0.2	0.3	0.3	0.4	-0.1	0.1	0.0
Grèce	2.9	3.6	2.2	2.9	0.6	0.7	0.3	-0.1	0.5	0.6	-0.2	0.2
Irlande	7.2	4.5	3.6	3.5	3.4	1.0	1.8	0.7	0.8	0.2	0.8	0.1
Islande	2.8	2.6	1.7	2.3	1.1	1.2	1.1	1.2	0.0	0.0	0.0	0.1
Italie	1.4	1.3	1.1	1.2	0.2	0.0	0.0	-0.3	0.3	0.2	-0.1	0.1
Japon	1.4	0.8	1.2	1.4	0.2	-0.6	-0.1	-0.7	0.4	0.2	-0.1	0.0
Norvège	2.6	3.0	1.8	2.2	0.8	0.8	0.7	0.6	0.1	0.1	0.0	0.0
Nouvelle-Zélande	3.0	3.3	1.2	2.0	1.8	1.2	1.3	1.0	0.2	0.2	0.2	0.1
Pays-Bas	2.7	2.0	0.9	1.3	1.8	0.7	0.4	0.3	1.0	0.3	0.3	0.0
Royaume-Uni	2.6	2.5	1.8	2.1	0.7	0.5	0.4	0.4	0.0	0.0	0.2	0.0
Suède	2.1	2.4	2.3	2.1	-0.1	0.2	0.4	0.4	-0.4	-0.1	-0.1	0.0
Suisse	1.2	1.5	0.6	1.2	0.6	0.3	0.5	0.2	0.0	0.1	0.0	0.0
Zone euro	..	1.9	..	1.6	0.7	0.4	..	0.1	0.6	0.3	..	0.0
OCDE	..	2.5	..	2.0	0.9	0.5	..	0.7	0.2	0.0	..	0.0

Source : OCDE, Scénario de référence à moyen terme du Département des affaires économiques, avril 2005.

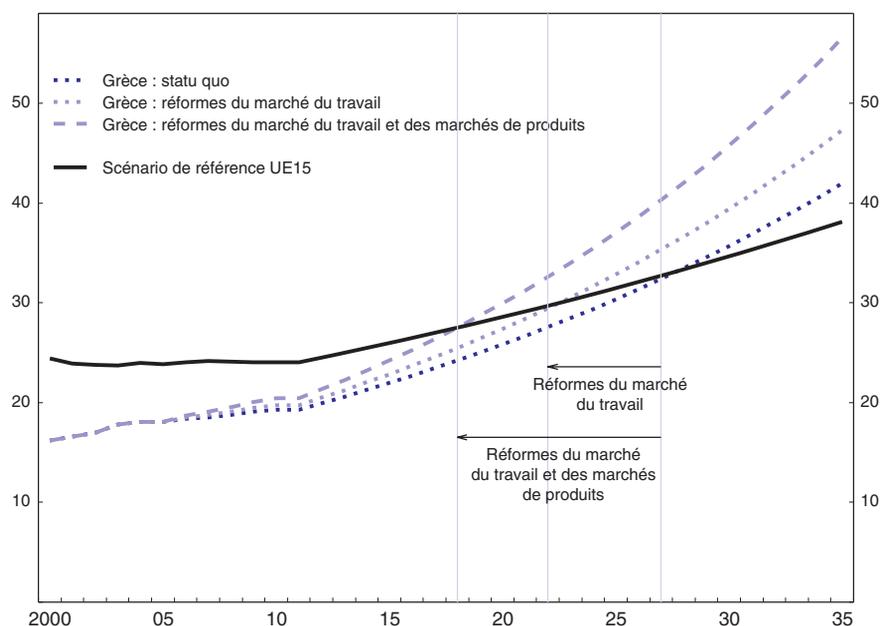
plus élevé d'utilisation de la main-d'œuvre a non seulement a un effet positif immédiat sur les revenus, mais il aide aussi à atteindre d'autres objectifs sociaux tels que la réduction du chômage, une répartition plus équitable des revenus, le renforcement de la cohésion sociale et une plus grande viabilité des finances publiques.

La décomposition du revenu montre aussi que le potentiel de rattrapage est particulièrement marqué pour la production horaire. Donc, malgré les gains de productivité considérables enregistrés ces dernières années, il reste encore une grande marge d'amélioration, à la fois grâce à l'investissement en capital physique et humain et à une utilisation plus efficiente des ressources existantes.

Un problème se pose à moyen terme en ce qui concerne l'inflation. S'il est vrai que la Grèce dépasse actuellement la moyenne de l'UE du point de vue de la croissance du PIB, elle enregistre aussi une inflation plus virulente. Dans une union monétaire, une inflation un peu plus forte constitue un risque pour la croissance à moyen terme en raison de la perte progressive de compétitivité extérieure, accentuée dans le court terme par l'appréciation effective de l'euro. La politique budgétaire étant pratiquement le seul instrument de l'action macroéconomique nationale depuis l'adhésion de la Grèce à l'UEM, et vu la souplesse actuelle des conditions monétaires, une raison supplémentaire de poursuivre les efforts d'assainissement budgétaire est l'obtention et le maintien de la stabilité des prix, même après l'alignement des soldes budgétaires des administrations publiques sur les règles de l'UEM.

Le tableau 1.1 illustre l'importance quantitative de différents déterminants économiques du potentiel de production, qui peut être utile lorsqu'on veut établir des

Graphique 1.3. **Scénarios de convergence**¹
PIB réel par habitant en milliers de \$ (corrige en fonction des PPA)

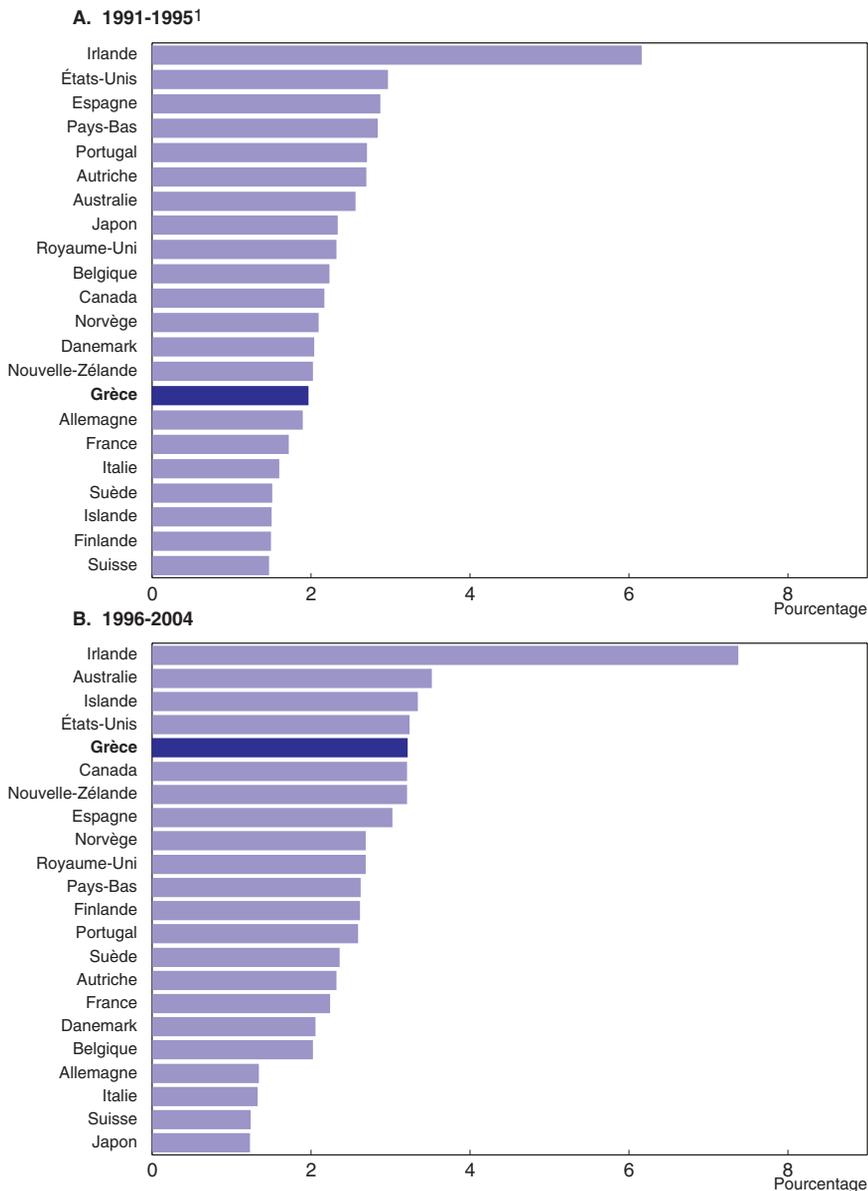


1. Les scénarios qui apparaissent dans ce graphique reposent sur le scénario de référence à moyen terme du Département des affaires économiques de l'OCDE d'avril 2005. Selon le scénario de référence, la croissance du PIB réel par habitant (corrige en fonction des PPA) reste constante, en conservant son rythme de 2010, entre 2010 et 2050.

Source : OCDE, bases de données des Comptes nationaux et des Perspectives économiques, n° 77.

scénarios plausibles pour atteindre l'objectif d'un taux plus élevé de croissance économique durable. Un scénario possible consisterait à porter la progression annuelle de l'utilisation potentielle de la main-d'œuvre de 0.5 à 0.8 %, ce qui correspondrait à peu près à la moyenne enregistrée pour la période 1996-2004. On pourrait y arriver, par exemple, en relevant le taux d'activité du groupe d'âge 55-64 ans, qui est inférieur d'environ 10 points à la moyenne de la zone OCDE. Avec l'accroissement du taux de croissance de la production potentielle qui en résulterait à moyen terme, soit 3.9 %, la convergence avec l'UE serait possible en 2026 au lieu de 2032 (graphique 1.3).

Graphique 1.4. **Estimations de la croissance de la production potentielle**
Variation annuelle en pourcentage sur la période



1. Pour l'Allemagne, 1992 à 1995.

Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques, n° 77.

De surcroît, les mesures de renforcement de la concurrence sur les marchés de produits pourraient peut-être majorer les gains de productivité du travail de 0.6 point supplémentaire pendant un certain nombre d'années. Il s'agit d'une hypothèse assez prudente (établie à des fins indicatives) par rapport à une estimation de l'OCDE faisant état d'une hausse potentielle du niveau de la productivité multifactorielle en Grèce de plus de 15 % sous le seul effet de la réforme de la réglementation². Cela, conjugué à une utilisation de main-d'œuvre plus forte, porterait la croissance potentielle de la production à 4.5 % (environ 1½ point de plus que prévu pour 2010 sous l'hypothèse de politiques économiques inchangées). Cet objectif ne semblerait pas hors d'atteinte vu les estimations de l'OCDE qui laissent penser que cinq pays ont réussi à accroître le potentiel de croissance de la production dans cette proportion entre la période 1991-95 et la période 1996-2003³ (graphique 1.4). Si la Grèce pouvait maintenir un taux de croissance de 4½ pour cent pendant une période prolongée (tout le reste étant conforme à l'extrapolation du scénario de référence à moyen terme), la convergence totale de l'économie grecque avec le niveau des revenus moyens dans l'UE serait réalisable dès 2020.

Accélérer le processus de convergence : les défis en matière de politique économique

Accroître l'apport de main-d'œuvre

Une tâche majeure pour les responsables de la politique économique est donc d'accroître le taux d'activité et d'abaisser le taux de chômage élevé – en ciblant l'effort tout particulièrement sur les jeunes, les femmes et les travailleurs âgés – et de réduire la fréquence très élevée du chômage de longue durée. Cela pourrait se faire au moyen d'incitations économiques encourageant l'activité, en particulier des femmes, des jeunes ou du groupe d'âge de plus de 55 ans, et/ou au moyen de réformes du marché du travail visant à diminuer le taux de chômage non accélérateur de l'inflation (NAIRU) (voir le chapitre 4). Il faudra donc s'attaquer à un certain nombre de rigidités structurelles du marché du travail grec qui, semble-t-il, découragent l'emploi des femmes, des jeunes et de travailleurs âgés. Les problèmes à résoudre sont les suivants : une différenciation insuffisante des barèmes de salaires, qui ne reflètent pas les écarts de productivité du travail; le niveau relativement élevé du salaire minimum par rapport aux gains moyens (voir le chapitre 4); le poids des coûts de main-d'œuvre non salariaux, qui se traduit par un coin fiscal important, dû principalement au niveau excessif des cotisations de sécurité sociale; des dispositions très restrictives en matière de protection de l'emploi, qui sont parmi les plus rigoureuses de la zone de l'OCDE et qui se caractérisent par de fortes indemnités de licenciement pour les employés et cadres⁴; les contre-incitations qui subsistent à l'offre et à la demande de travail à temps partiel; les obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre liés aux particularités du marché du logement et à la complexité du système de retraite; l'inefficience du service public de l'emploi; certains éléments des réglementations actuelles en matière de retraite, qui découragent les personnes de 55 ans et plus de travailler plus longtemps; les incitations à quitter le marché du travail à la faveur de régimes généreux de pensions d'invalidité ou d'autres dispositions spéciales pour les personnes ayant un travail pénible et l'intégration insuffisante des immigrés sur le marché du travail (et dans la société), qui risque de les marginaliser (voir le chapitre 5).

D'autres obstacles à une plus forte utilisation du travail sont dus au fait que le système éducatif n'a pas su enrichir les programmes de manière à faciliter la transition entre l'école et la vie active, qui se fait très lentement par rapport aux autres pays. Par ailleurs,

l'enseignement général manque de souplesse pour favoriser l'acquisition de nouvelles qualifications, et il faudrait consulter davantage les entreprises lors de l'élaboration des programmes de formation, de façon qu'ils débouchent sur les qualifications demandées sur le marché du travail. Il faut aussi mettre en œuvre des programmes de formation des enseignants afin d'améliorer la qualité de l'éducation, diffuser davantage les technologies avancées dans les écoles pour lutter contre l'« illettrisme numérique », et améliorer la qualité de l'enseignement supérieur. Les mesures à prendre pour résoudre ces problèmes sont aussi examinées au chapitre 4 de la présente *Étude*.

Améliorer la productivité

Comme le montre la simple décomposition de la croissance, la Grèce dispose d'une grande marge pour porter l'efficacité de la production de biens et de services au niveau des meilleures pratiques. Indépendamment de l'accroissement du stock de capital, et du capital humain, les comparaisons internationales semblent indiquer que la meilleure façon d'atteindre cet objectif est de créer des conditions favorables à la concurrence en tant que catalyseur pour l'affectation des ressources. L'action dans ce domaine est cependant limitée par la réglementation publique, le contrôle administratif des prix, l'ampleur des activités des entreprises publiques et la tolérance à l'égard du comportement anticoncurrentiel des entreprises. Même si des progrès majeurs ont été réalisés ces dernières années dans le renforcement de la concurrence, la difficulté qui demeure est de doter les autorités de la concurrence de moyens plus efficaces pour lutter contre les pratiques anticoncurrentielles en général et de leur permettre d'adopter une approche plus volontariste de la mise en place d'une « culture de la concurrence ». Dans ce contexte, il importe aussi de lutter plus énergiquement qu'on ne l'a fait jusqu'à présent contre la corruption, qui semble assez répandue dans la vie publique⁵. Par ailleurs, l'État devrait prendre des dispositions plus draconiennes pour réduire son intervention directe dans le processus économique par le biais des nombreuses entreprises publiques. Étant donné leur rôle en tant que fournisseurs de moyens de production aux autres secteurs, l'ouverture des industries de réseau à la concurrence revêt une importance particulière. Dans le secteur de l'énergie, notamment, la réforme est restée en suspens et les entreprises en situation de monopole dans les secteurs de l'électricité et du gaz contrôlent toujours *de facto* l'accès au marché, empêchant ainsi la création d'un marché de l'énergie véritablement concurrentiel. Une autre difficulté de taille pour le gouvernement réside dans la privatisation d'Olympic Airways, où ce sont les conditions du marché et non la volonté politique qui restent un obstacle majeur, même s'il s'amenuise progressivement.

Afin de dynamiser le secteur privé, une tâche importante à laquelle le gouvernement doit s'atteler est la suppression des nombreuses tracasseries administratives auxquelles se heurtent encore les nouvelles entreprises et la levée des obstacles à l'activité d'entreprise. Il importe également de faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises aux financements afin de favoriser la création des nouvelles entreprises dont la Grèce a grand besoin, car le système bancaire exige habituellement de très fortes garanties (et non un plan d'entreprise satisfaisant). La difficulté, dans ce contexte, sera d'accélérer et de rendre plus efficaces les procédures judiciaires afin d'améliorer l'exécution des contrats; il faudra aussi réexaminer le droit de la faillite (ce réexamen étant déjà engagé) afin de faciliter le recouvrement des créances, ce qui permettrait aussi une intermédiation financière plus efficace. Une autre tâche essentielle sera la mise en œuvre effective de la loi 3016 de 2002 visant à accroître la transparence dans les mécanismes de gouvernance interne des

entreprises, sur le marché du contrôle des sociétés et dans la structure et la rémunération des dirigeants de l'entreprise. Des conditions qui soient plus favorables aux entreprises et qui leur assurent des chances égales devraient aussi stimuler les entrées d'investissements directs étrangers, actuellement faibles, ce qui activerait le transfert de technologie et l'innovation. Pour obtenir une vigoureuse croissance tendancielle, il faudrait aussi une réforme générale du système fiscal, qui reste complexe, en vue de réduire les coûts élevés de respect des obligations fiscales et les diverses distorsions inhérentes au système.

Il sera surtout difficile, dans ce contexte, non seulement d'adopter les réformes nécessaires pour accélérer la convergence avec l'Union européenne, mais aussi de veiller à ce qu'elles soient effectivement mises en œuvre, ce qui obligera peut-être même à sanctionner les personnes ou les institutions qui freinent le mouvement. La bonne mise en œuvre des réformes serait facilitée par un contrôle régulier de la réalisation des objectifs des programmes de réforme, pratique qui n'est pas encore courante dans l'administration publique de la Grèce. Par ailleurs, si l'on veut que les principales réformes conduisent à une croissance assez forte pour que l'objectif de convergence soit atteint, il faudrait qu'elles soient appliquées au cours des prochaines années.

Parvenir à l'équilibre entre les résultats économiques et environnementaux : un exercice difficile

Il incombera aussi aux autorités de faire en sorte que le développement économique soit durable du point de vue de l'environnement⁶. La Grèce participe aux efforts déployés au plan international afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre conformément au Protocole de Kyoto. En application de l'accord de partage des charges de l'UE, la Grèce sera autorisée à augmenter ses émissions de 27 % entre 1990 et 2010, un des objectifs les moins exigeants pour un pays de l'UE. Cependant, en 2000, les émissions de gaz à effet de serre étaient déjà supérieures de 26 % à leur niveau de 1990. Le gouvernement a adopté une stratégie hybride visant à réaliser la plupart des réductions requises sur les émissions à faible coût. On pourrait contrôler plus efficacement les coûts en utilisant de façon ciblée les instruments économiques et en laissant les ménages et les entreprises réagir en diminuant leurs émissions tant que cela est financièrement avantageux pour eux. Les directives de l'UE concernant les échanges de droits d'émission de carbone offriront la possibilité de tarifier les émissions, et elles accéléreront le remplacement progressif du charbon et du pétrole par le gaz tout en favorisant le déploiement d'éoliennes.

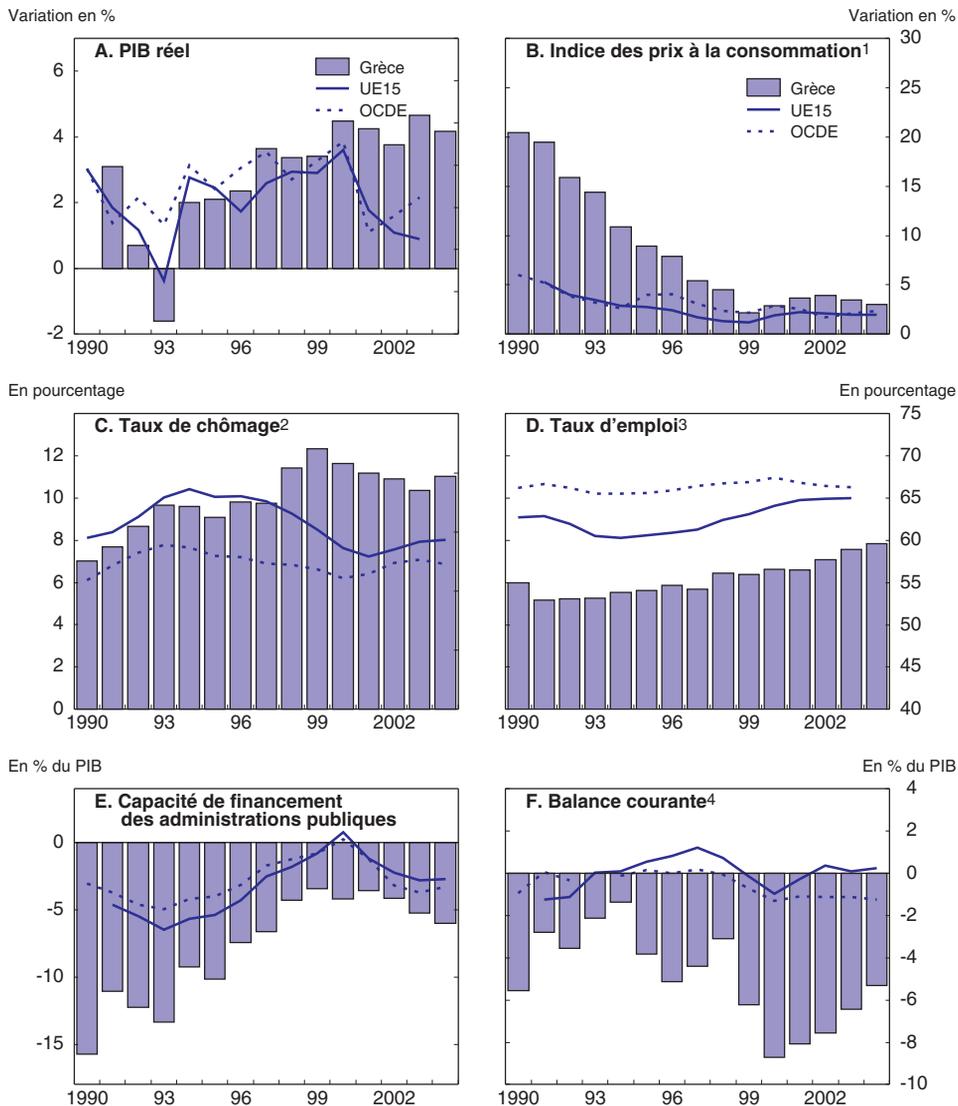
En raison des effets potentiellement dangereux des polluants atmosphériques tant sur la santé humaine que sur l'environnement, la qualité de l'air ambiant dans les villes reste un sujet préoccupant. En dépit d'une amélioration notable au cours des décennies passées, les estimations semblent indiquer que le coût total de la pollution atmosphérique en Grèce pourrait être encore bien supérieure à 1 % du PIB par an, les effets sur la santé étant les plus importants. Il s'agit principalement, dans ce domaine, de continuer d'améliorer la qualité de l'air dans les villes et, en même temps, d'améliorer l'efficacité des mesures de lutte contre la pollution atmosphérique par rapport à leur coût. La directive de l'UE exige que la Grèce réduise considérablement ses émissions, mais appliquer l'approche contraignante prévue dans la directive ne donnerait pas la souplesse nécessaire pour limiter les émissions là où les coûts sont les moins élevés. En faisant jouer la clause d'exception de la directive, la Grèce pourrait mettre en place un système de permis négociables pour les polluants traditionnels dans la lignée des mesures prises dans les autres pays, avec des échanges internes pour l'Entreprise publique d'électricité, qui domine le marché de

l'électricité. Dans le cas des émissions polluantes provenant du transport routier, une utilisation plus ciblée des instruments économiques rendrait possible une stratégie plus efficace et plus efficiente de lutte contre la pollution.

L'état de l'économie

L'économie grecque conserve un taux de croissance élevé en dépit des médiocres résultats obtenus ces dernières années par un certain nombre de ses partenaires commerciaux européens. Le PIB s'est accru de 4.7 % en 2003 et de 4.2 % en 2004 (graphique 1.5). L'effet stimulant du faible niveau des taux d'intérêt nominaux et réels

Graphique 1.5. Principaux indicateurs dans une perspective internationale



1. OCDE, sauf pays à forte inflation.

2. Rupture en 1998 pour la Grèce.

3. Emploi total en pourcentage de la population d'âge actif (16-64 ans). Rupture en 1998 pour la Grèce.

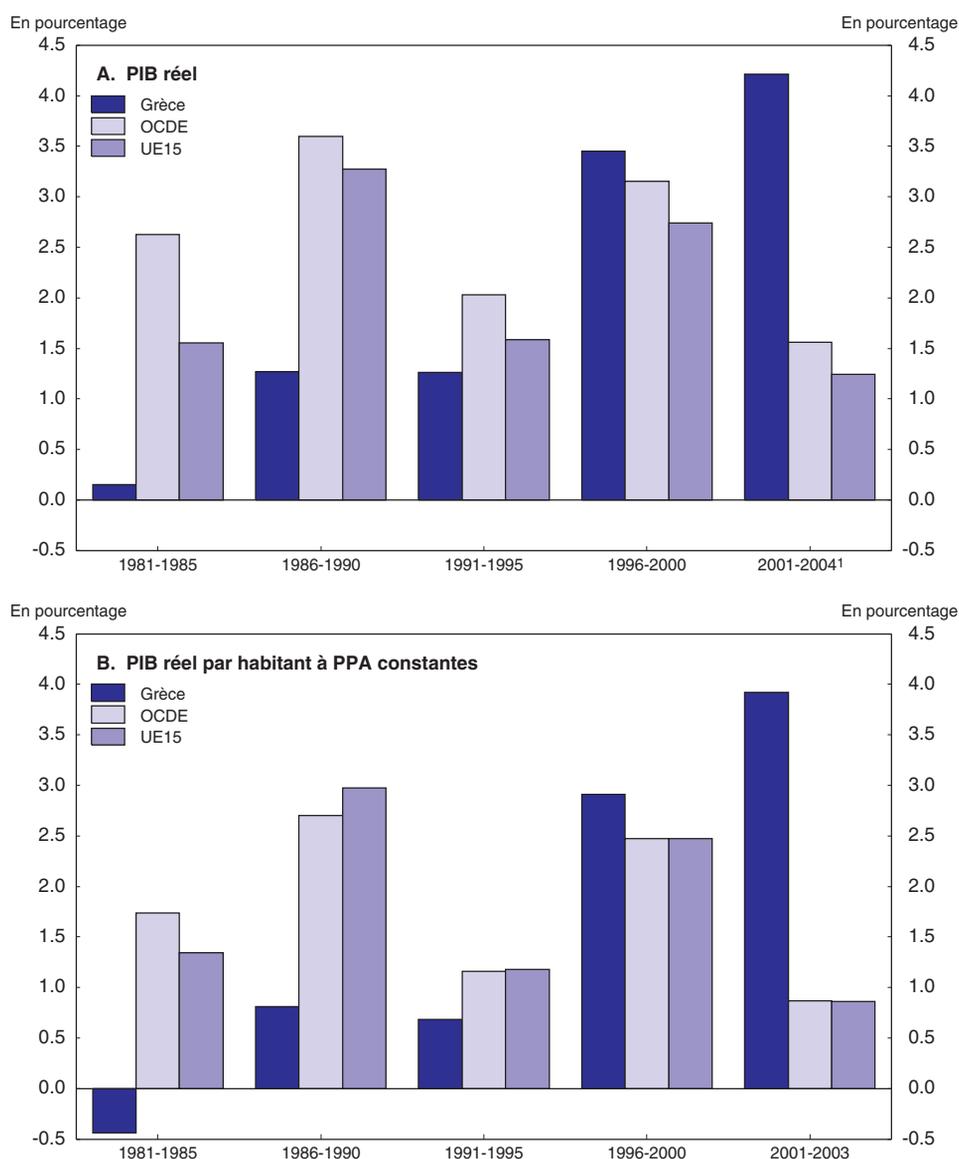
4. UE15 moins Luxembourg.

Source : OCDE, bases de données des Comptes nationaux, des Principaux indicateurs économiques et des Perspectives économiques, n° 77.

après l'entrée dans l'UEM, accentué par la réforme des marchés financiers, a grandement facilité l'accès des ménages et des entreprises aux financements et a conduit à une explosion de l'investissement, accompagnée de fortes hausses de la productivité du travail. Les entrées de capitaux enregistrées au titre du troisième Cadre d'appui communautaire⁷ (CSF III) de l'Union européenne ont aussi stimulé l'activité économique, de la même façon qu'une orientation très expansionniste de la politique budgétaire, comme l'indiquent les estimations faisant état d'une nette dégradation du solde budgétaire des administrations publiques corrigé des influences conjoncturelles. Les principales causes de la dégradation des finances publiques ont été les travaux publics entrepris en vue des Jeux olympiques de 2004, mais aussi les généreuses majorations de salaires accordées aux salariés du

Graphique 1.6. **Croissance à long terme et niveau de vie**

Variation annuelle en pourcentage



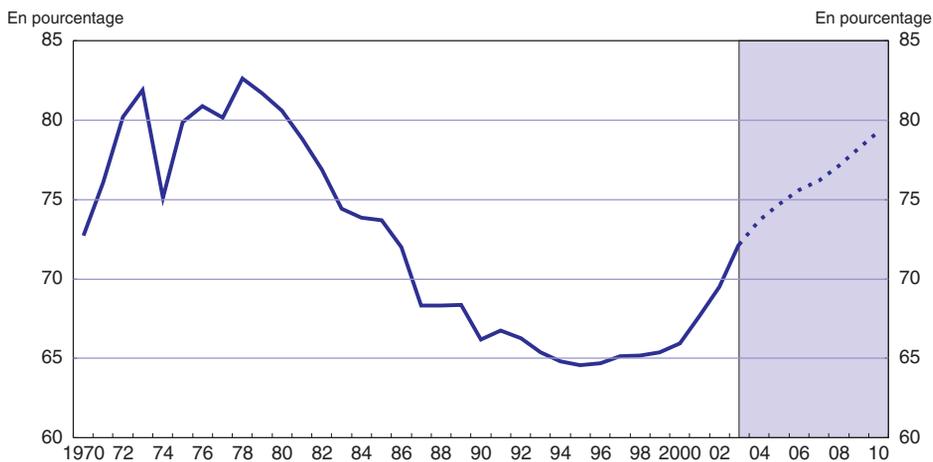
1. Estimations de l'OCDE pour 2004.

Source : OCDE, bases de données des Comptes nationaux et des Perspectives économiques, n°77.

secteur public et la hausse des prestations sociales. En résumé, la vigueur de la croissance du PIB observée ces derniers temps a résulté pour une grande part du dynamisme de la demande intérieure, surtout dans les secteurs des biens et services n'entrant pas dans les échanges internationaux.

À la fin de 2004, l'économie a achevé sa onzième année d'expansion. Avec une croissance démographique tendancielle qui n'était guère différente de la moyenne pour l'UE15, le niveau de vie en Grèce – mesuré à travers le PIB par habitant (à PPA constantes) – s'est amélioré beaucoup plus vite que celui de l'UE15, même si le niveau de départ était beaucoup plus bas (graphique 1.6). Cependant, cette amélioration depuis le milieu des années 90 ne compense que partiellement la sévère perte relative accusée de la fin des années 70 au milieu des années 90 (graphique 1.7). En 2003, le revenu relatif par habitant en Grèce représentait à peu près 73 % de celui de l'UE15, taux déjà atteint par la Grèce en 1970 et inférieur d'environ 10 points à celui de 1978.

Graphique 1.7. Niveau de vie en Grèce par rapport à l'Union européenne¹



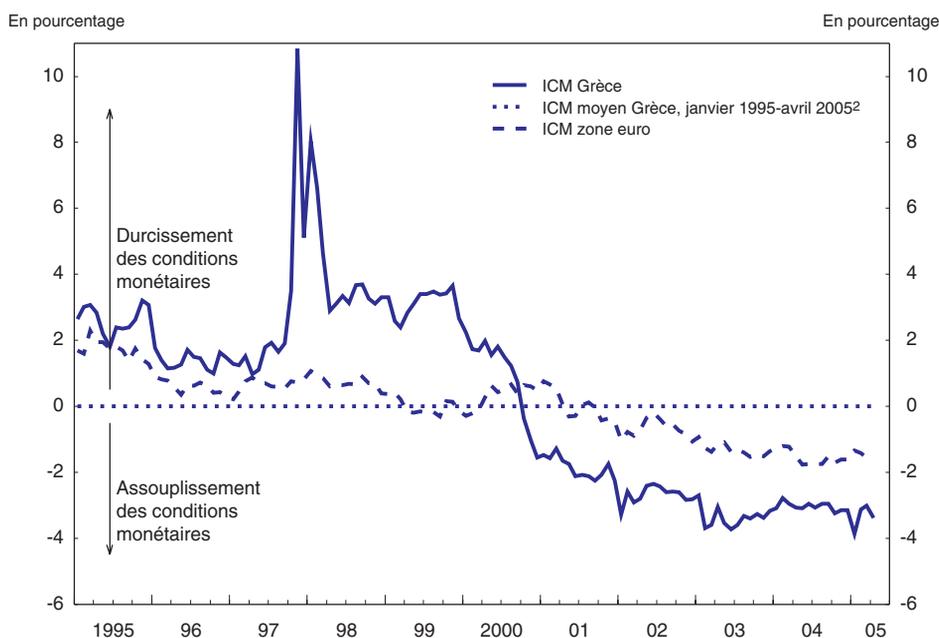
1. PIB par habitant en dollars des États-Unis à prix constants et PPA constantes. À partir de 2003, estimations sur la base du scénario de référence à moyen terme du Département des affaires économiques de l'OCDE d'avril 2005.

Source : OCDE base de données des Perspectives économiques, n° 77.

Principalement à cause d'une expansion rapide de la demande globale, qui s'est heurtée aux rigidités de l'offre dans l'économie grecque, l'inflation, accentuée par l'effet Balassa-Samuelson⁸, est restée de l'ordre de 3 % en 2003 et 2004, taux bien supérieur à la moyenne de la zone euro. Malgré la progression de l'emploi ces deux dernières années et une croissance réelle rapide, le taux de chômage est monté à 11 % en 2004, chiffre légèrement supérieur aux estimations du taux de chômage structurel. Un point positif, récemment, a été la diminution du déficit des opérations courantes, ramené à 5¼ pour cent du PIB en 2004, grâce au dynamisme des recettes du transport maritime et des revenus du tourisme ainsi qu'à des ventes de navires d'un montant inhabituel.

La plupart des facteurs qui ont façonné l'économie grecque ces dernières années et qui expliquent sa résistance à une conjoncture extérieure relativement défavorable resteront probablement inchangés au cours des deux années à venir :

- En dépit de l'appréciation de l'euro, les conditions monétaires sont restées souples (graphique 1.8), avec des taux d'intérêt réels à court terme négatifs du fait du taux d'inflation actuel et prévu (graphique 1.9).

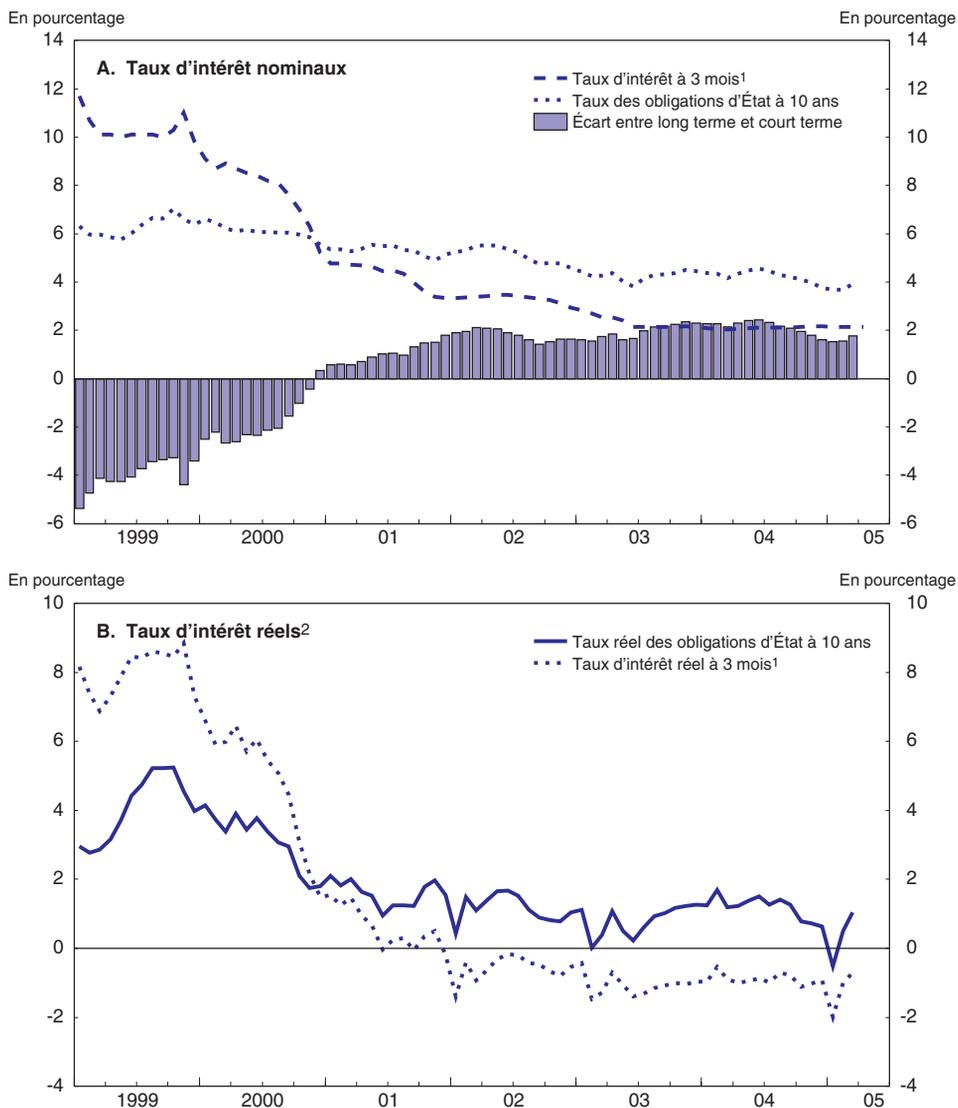
Graphique 1.8. **Indice des conditions monétaires**¹

1. L'indice des conditions monétaires (ICM) est défini comme suit : $ICM = a (E(t)/E^* - 1) + b (R(t) - R^*)$ où : $E(T)$: taux de change effectif réel sur la base de l'indice des prix à la consommation (IPC); E^* : taux de change effectif réel moyen pour la période 1995-2000; $R(t)$: taux d'intérêt réel (pour la Grèce, ATHIBOR à 3 mois - IPC, jusqu'en décembre 2000, puis EURIBOR à 3 mois - IPC); R^* : taux d'intérêt réel moyen pour la période 1995-2003 (pour la Grèce, voir la note 2). Les coefficients de pondération a et b sont égaux respectivement à 0.25 et 0.75 pour la Grèce et à 0.15 et 0.85 pour la zone euro.
2. Sans la période de fortes turbulences des marchés d'octobre 1997 à février 1998.

Source : OCDE, bases de données des Principaux indicateurs économiques et des Perspectives économiques, n°77.

- L'intensification actuelle de la concurrence sur les marchés financiers devrait exercer une pression à la baisse sur les taux d'intérêt directeurs; cela pourrait être compensé en partie par le niveau plus élevé des provisions bancaires.
- L'offre de crédit a été dynamisée par la décision prise par la Banque de Grèce, à la mi-2003, de supprimer les plafonds de crédit à la consommation qui subsistaient, dans le cadre de la libéralisation en cours, le niveau relativement bas des ratios d'endettement des ménages et des entreprises offrant par ailleurs de grandes possibilités d'emprunts supplémentaires par le secteur privé.
- La consommation privée pourra s'appuyer sur la récente expansion de l'emploi et les améliorations encore attendues sur le marché du travail.
- Les revenus des ménages seront encore soutenus par les mesures d'allègement fiscal figurant dans le budget 2005.
- L'investissement devrait bénéficier de l'abaissement des taux de l'impôt sur les sociétés, de la nouvelle loi sur les incitations à l'investissement ainsi que du cadre de partenariat public/privé récemment présenté et de la mise en œuvre plus rapide prévue des projets cofinancés par les fonds structurels de l'UE.
- Les recettes du transport maritime resteront sans doute élevées en raison de la persistance d'une vigoureuse demande d'équipements dans ce secteur, émanant essentiellement de la Chine.

Graphique 1.9. Taux d'intérêt



1. Jusqu'en décembre 2000, ATHIBOR (taux interbancaire offert d'Athènes) à 3 mois. À partir de janvier 2001, EURIBOR (taux interbancaire offert en euros) à 3 mois.
2. Corrigé du taux d'inflation tendancielle (indice des prix à la consommation harmonisé moins énergie, alcools, produits alimentaires et tabacs).

Source : Banque de Grèce, *Bulletin of Conjunctural Indicators*; OCDE, base de données des Principaux indicateurs économiques.

- La vitesse acquise au cours des derniers mois de 2004 pourrait donner un coup de fouet technique à la croissance du PIB en 2005.

En ce qui concerne les aspects négatifs, on peut citer les effets cumulés de l'érosion de la compétitivité pour les exportations traditionnelles, notamment le tourisme, et l'arrêt de la stimulation budgétaire. Globalement, un ralentissement de la croissance à environ 3 % en 2005, et une réaccélération à 3½ pour cent en 2006, paraissent possibles (tableau 1.2).

Tableau 1.2. **Prévisions à court terme**
Variations en pourcentage

	2004	2005	2006
A. Demande et production			
Consommation privée	3.3	3.0	3.1
Consommation publique	6.5	1.5	0.9
Formation brute de capital fixe	4.9	0.5	3.2
Résidentiel	0.2	0.9	1.6
Non résidentiel	5.6	3.7	5.4
Investissement public	8.0	-13.7	-5.9
Demande intérieure finale	4.1	2.2	2.8
Formation de stocks ¹	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	4.1	2.2	2.8
Exportations de biens et services	10.0	8.5	8.9
Importations de biens et services	8.2	4.3	5.4
Exportations nettes de biens et services ¹	-0.5	0.5	0.3
PIB à prix constants	4.2	2.8	3.2
PIB à prix courants	7.7	6.6	6.8
B. Prix, coûts et emploi			
Déflateur du PIB	3.4	3.7	3.4
Déflateur de la consommation privée	2.9	3.7	3.3
Emploi total	2.8	1.2	1.4
Taux de chômage	11.0	10.8	10.5
C. Variables financières			
Taux d'intérêt à court terme	2.1	2.1	2.7
Solde des administrations publiques ²	-6.0	-3.8	-3.5
D. Pour mémoire			
Production potentielle	3.8	3.7	3.9
Écart de production ³	1.4	0.6	0.1

1. En pourcentage du PIB de l'année précédente.

2. Capacité de financement en pourcentage du PIB.

3. En pourcentage du PIB potentiel.

Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques, n° 77.

Notes

1. Voir ministère de l'Économie et des Finances (2004), Rapport national sur les réformes structurelles, octobre. Dans sa Charte pour la convergence de septembre 2003, le précédent gouvernement avait formulé une stratégie visant à accroître le PIB par habitant, aux taux de change fondés sur les parités de pouvoir d'achat, de 10 points par rapport à celui de l'UE15 en 2008, ce qui constitue un objectif assez ambitieux.
2. Voir la section consacrée à la *réforme de la politique de la concurrence*, au chapitre 3 de la présente *Étude*, et les références qui s'y trouvent.
3. Ces pays sont le Canada, la Finlande, l'Irlande, l'Islande et la Nouvelle-Zélande.
4. Voir la note par pays sur la Grèce dans l'OCDE (2005), *Réformes économiques – Objectif croissance*, Indicateurs et priorités de la politique structurelle dans les pays de l'OCDE, Paris.
5. L'indice des perceptions de la corruption 2004 de *Transparency International* (www.transparency.org) donne pour la Grèce la note de 4.3 sur une échelle de 1 à 10, où 10 correspond à l'absence de corruption. Cela place la Grèce au 49^e rang, le pays le moins touché par la corruption étant en première position. En conséquence, le nouveau gouvernement grec a annoncé son intention d'engager une lutte plus énergique contre la corruption (voir par exemple l'article intitulé « Le Premier ministre promet de lutter contre la corruption », paru dans *Kathimerini* du 28 mars 2005).
6. On trouvera davantage de détails dans le *Document de travail du Département des affaires économiques* (à paraître) de l'OCDE sur le renforcement du potentiel de croissance de la production en Grèce.

7. Le Cadre d'appui communautaire comprend les fonds structurels et un fonds de cohésion. Les fonds structurels existent depuis la création de la Communauté européenne; leur objectif est de réduire les écarts entre les régions plus avancées et celles qui le sont moins. Le Fonds de cohésion a été créé en 1993 afin d'aider plus particulièrement les pays membres les moins prospères (Grèce, Irlande, Portugal et Espagne) en finançant des projets d'investissement pour l'environnement et l'infrastructure de transport.
8. Voir l'annexe du présent chapitre.

Bibliographie

- Banque de Grèce (2003), *Annual Report 2002*, Athènes.
- Banque nationale de Grèce (2003), *Greece: Economic and Market Analysis*, août-septembre.
- Blanchard, O. et F. Giavazzi (2002), « Current Account Deficits in the Euro Area: the End of the Feldstein-Horioka Puzzle? », *Brookings Papers on Economic Activity*.
- FMI (1999), « Greece: Selected Issues », *IMF Staff Country Report*, n° 99/138, Washington.
- FMI (2002), « Monetary and Exchange Rate Policies of the Euro Area: Selected Issues », *IMF Country Report*, n° 02/236, Washington.
- Magginas, N. et E. Panopoulou (2003), « Benign and Less Benign Inflation Differentials with the Euro Area », *National Bank of Greece, Greece: Economic and Market Analysis*, avril-mai.

ANNEXE 1.A1

Évolution macroéconomique récente

Principaux facteurs influant sur la demande globale

La consommation des ménages et l'investissement privé ont dû leur vigueur, ces dernières années (tableau 1.A1.1), à la baisse très marquée du coût du crédit dans le cadre de la stratégie mise en œuvre par la Grèce afin de satisfaire aux critères de Maastricht en vue de son adhésion à la zone euro, et à la levée des restrictions de prêt imposées aux banques. Les emprunts des ménages destinés à financer la consommation et l'investissement dans le logement ont fait un bond de près de 30 % en 2003 et 2004. La consommation privée a été stimulée aussi par la progression de l'emploi en 2003 et 2004. Les revenus réels des ménages ont été encore gonflés par une forte augmentation des salaires et par des mesures d'allégement fiscal (voir le chapitre 2). La dette des ménages représente environ 43 % de leur revenu disponible, les ratios d'endettement étant supérieurs à 100 % dans un certain nombre de pays de l'OCDE. Grâce à la baisse des taux d'intérêt réels, on estime que la charge d'intérêts des ménages n'a pas dépassé

Tableau 1.A1.1. **Demande et production : évolution récente**¹
Variation en pourcentage, volume

	2000 Prix courants, milliards d'euros	2001	2002	2003	2004
Consommation privée	83.9	3.0	3.1	4.0	3.3
Consommation publique	21.5	-3.2	8.3	-2.3	6.5
Formation brute de capital fixe	28.7	6.5	5.7	13.7	4.9
Investissement privé	23.8	7.4	7.9	13.1	4.4
Résidentiel	5.9	4.8	8.8	7.3	0.2
Non résidentiel	17.8	8.2	7.6	14.9	5.6
Investissement public	5.0	2.4	-5.4	17.3	8.0
Demande intérieure finale	134.1	2.8	4.4	5.3	4.1
Variation des stocks ¹	0.4	-0.4	-0.2	0.3	0.0
Demande intérieure totale	134.4	2.4	4.2	5.6	4.1
Exportations de biens et de services	31.1	-1.0	-7.7	1.0	10.0
Importations de biens et de services	43.9	-5.2	-2.9	4.8	8.2
Variation du solde extérieur ¹	-12.7	1.7	-0.9	-1.3	-0.5
PIB à prix constants	121.7	4.3	3.8	4.7	4.2
<i>Pour mémoire</i>					
Production potentielle	..	3.7	3.8	4.0	3.8
Écart de production ²	..	0.5	0.4	1.0	1.4

1. En pourcentage du PIB de l'année précédente.

2. En pourcentage du PIB potentiel.

Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques, n° 77.

2¾ pour cent de leur revenu disponible en 2004, taux relativement faible par rapport à la moyenne de la zone euro, qui s'est établi à 4.7 % en 2003. De plus, le ratio de la dette des ménages à leur patrimoine total était proche de 5 % à la fin de 2003. Par conséquent, les dépenses de consommation financées à crédit devraient rester l'un des principaux moteurs de la croissance économique dans le court terme, du fait surtout de la suppression, en juin 2003, des plafonds de crédit à la consommation appliqués par la Banque de Grèce.

L'investissement des entreprises, très dynamique, est aussi financé, de plus en plus, par des prêts bancaires, surtout depuis la forte baisse des cours des actions en septembre 1999. La dette des entreprises s'est accrue, passant d'un niveau estimé à 30.6 % du PIB en 1999 à environ 43.2 % en 2004 (émissions obligataires comprises), mais elle demeure faible par rapport à la moyenne de la zone euro, qui est supérieure à 60 %. Étant donné la forte rentabilité des entreprises et le taux global apparemment élevé d'utilisation des capacités, les perspectives à moyen terme sont favorables à une intense activité d'investissement des entreprises. Cette croissance pourrait toutefois se ralentir un peu en 2005, une fois les Jeux olympiques passés et en raison du récent relèvement des provisions obligatoires des banques au titre des prêts improductifs.

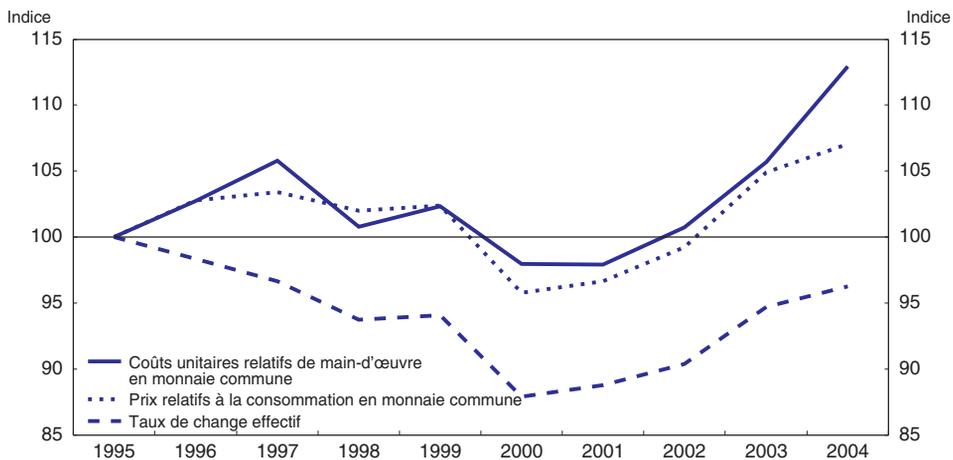
Le déficit extérieur courant demeure élevé

Sous l'effet d'une croissance relativement rapide et de l'érosion de la compétitivité, le solde extérieur réel a continué de freiner la progression du PIB (graphique 1.A1.1). L'OCDE estime à 16 % la perte cumulée de marchés à l'exportation sur la période 2001-03, le faible gain de parts de marché enregistré en 2004 étant imputable principalement aux Jeux olympiques et au dynamisme des exportations de services de transport maritime. Avec une légère amélioration des termes de l'échange en 2003 et 2004, le déficit extérieur courant est revenu à 5.3 % du PIB en 2004 (tableau 1.A1.2).

Selon les estimations de Blanchard et Giavazzi (2002), la récente dégradation du ratio déficit extérieur/PIB de la Grèce serait due pour 1½ point environ à la participation de la Grèce à l'union monétaire et à sa meilleure intégration sur les marchés de capitaux et de produits de

Graphique 1.A1.1. Indicateurs de compétitivité internationale¹

Indice 1995 = 100



1. Pour 2004, estimations de l'OCDE.

Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques, n° 77.

Tableau 1.A1.2. **Opérations courantes de la balance des paiements**

En pourcentage du PIB

	2001	2002	2003	2004
Balance des paiements				
Balance commerciale	-9.5	-8.4	-7.3	-6.0
Biens	-16.5	-16.0	-14.8	-15.4
Services	7.0	7.6	7.5	9.4
Solde des revenus	-1.5	-1.5	-1.7	-1.5
Solde des transferts courants	2.9	2.7	2.5	2.2
Solde des opérations courantes	-8.1	-7.2	-6.4	-5.3

Source : Banque de Grèce; ministère de l'Économie et des Finances.

la zone euro. Néanmoins, le creusement du déficit extérieur courant résulte pour une grande part de l'érosion de la compétitivité. Il faudrait donc mieux maîtriser la progression des coûts de main-d'œuvre et mettre en œuvre des réformes structurelles afin d'améliorer davantage la productivité, surtout en cas de vigueur persistante de l'euro et compte tenu de la concurrence accrue émanant des nouveaux membres de l'UE. Et ce, d'autant plus que qu'une partie du surcroît de dépenses d'investissement, ces dernières années, est allée à la construction de logements et à des projets d'infrastructures publiques, qui auront probablement un effet direct positif limité sur la compétitivité des secteurs exposés de la Grèce à court terme; en revanche, les investissements consacrés aux infrastructures (notamment aux réseaux de transport et de télécommunications) ou à la construction à vocation touristique devraient avoir un impact indirect positif sur la compétitivité des secteurs exposés produisant des biens et services.

Le chômage a diminué, mais il est encore trop élevé

D'après les données de l'enquête sur la population active, la vigoureuse expansion économique s'est traduite par une progression notable de l'emploi en 2002 et 2003 (tableau 1.A1.3), après des résultats décevants du marché du travail au cours des trois

Tableau 1.A1.3. **Indicateurs du marché du travail¹**

Variations en pourcentage

	1998 niveau en milliers	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Taux d'activité ²	63.2	63.8	63.8	63.3	64.2	65.2	66.5
Taux de chômage ³	11.2	12.1	11.4	10.8	10.3	9.7	10.5
Emploi total	4 018	0.3	1.4	-0.1	2.2	2.4	..
<i>dont :</i>							
Agriculture	724	-0.2	-2.2	-6.8	-1.3	1.0	..
Construction	296	-3.6	5.2	2.2	4.0	8.4	..
Services	2 357	1.3	2.7	1.5	3.4	3.1	..
Emploi non salarié ⁴	1 756	-2.1	-0.6	-4.8	0.9	2.0	..
Emploi à temps partiel	227	3.6	-21.2	-10.9	12.3	-1.6	..
<i>Pour mémoire</i>							
Productivité		3.1	3.0	4.3	1.5	2.2	..
PIB réel		3.4	4.5	4.3	3.8	4.7	4.2

1. Moyenne annuelle des données trimestrielles. Données de l'enquête sur la population active. Rupture dans la série entre 2003 et 2004, donc les taux de variation ne sont pas fiables.

2. Population active de 15 à 64 ans en pourcentage de la population de 15 à 64 ans. En niveau.

3. En pourcentage de la population active. En niveau.

4. Employeurs, travailleurs indépendants et travailleurs familiaux.

Source : Statistiques de la Grèce, enquêtes sur la population active.

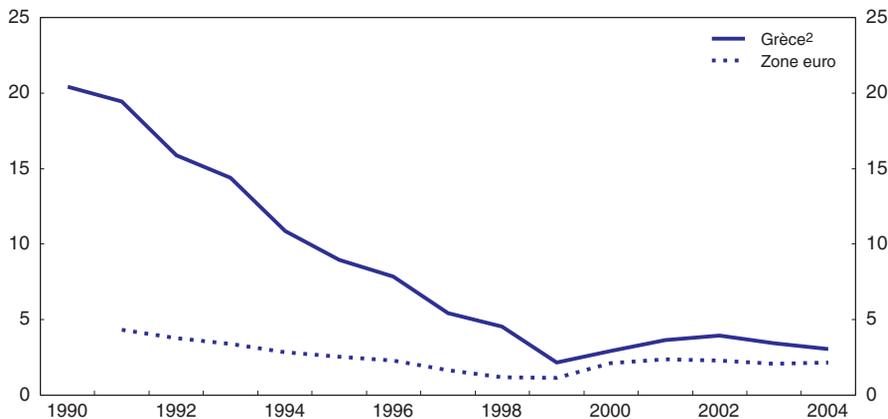
années précédentes. Mais à cause d'un changement de méthode, qui s'est répercuté sur la conception et la taille de l'échantillon de l'enquête à partir de 2004, il n'est pas possible d'estimer de façon fiable l'évolution effective de l'emploi en 2004. L'enquête de 2004 laisse néanmoins penser que le taux de chômage s'est établi à 10½ pour cent en 2004¹. Le chômage des femmes est resté très élevé, à un taux représentant plus du double de celui des hommes, les plus concernées étant les femmes de 15 à 24 ans.

Le processus de désinflation est au point mort et les hausses de salaires dans le secteur public sont disproportionnées par rapport à la productivité

La hausse annuelle des prix à la consommation² est tombée à 3 % en 2004 (graphique 1.A1.2). L'écart de taux d'inflation entre la Grèce et la zone euro est donc revenu à moins de 1 point en 2004. Comme les années précédentes, la hausse des rémunérations en 2003 et 2004 a été tirée par des augmentations de salaires très généreuses dans le secteur public, notamment dans les entreprises publiques (tableau 1.A1.4), qui ont dépassé toute estimation raisonnable des gains de productivité sectoriels. De même, les salaires minimums, qui s'établissent à environ 50 % des gains moyens (et constituent donc un obstacle majeur à l'emploi des travailleurs peu qualifiés), ont été relevés d'environ 5 % en 2003 et 2004.

Graphique 1.A1.2. **Haussse des prix à la consommation en Grèce et dans la zone euro**

Variation annuelle en pourcentage de l'IPCH¹



1. Indice des prix à la consommation harmonisé.

2. Avant 1995, indice national des prix à la consommation.

Source : OCDE, base de données des Principaux indicateurs économiques.

Comme on l'a vu dans l'*Étude économique de la Grèce* de 2002, l'écart d'inflation entre la Grèce et la zone euro est dû en partie à l'effet Balassa-Samuelson, selon lequel une plus forte croissance de la productivité dans le secteur exposé des pays qui rattrapent les pays de tête a généralement des retombées sur les salaires du secteur abrité, où les gains de productivité sont habituellement plus faibles. Cependant, des estimations quantitatives imputent environ ¾ point – donc à peu près la moitié seulement – de l'écart d'inflation entre la Grèce et la zone euro à l'effet Balassa-Samuelson³. Le reste de l'écart d'inflation réduit donc évidemment la compétitivité internationale de la Grèce. Par conséquent, les hausses de salaires réels dans le secteur public et dans le secteur privé devraient mieux refléter les gains de productivité du travail (correctement mesurée). Cet alignement semble

nécessaire en particulier dans le secteur public, non seulement afin d'éviter des signaux trompeurs pour la détermination des salaires dans le secteur privé, mais aussi d'appuyer la stratégie d'assainissement des finances publiques.

Tableau 1.A1.4. **Salaires et prix**
Variation en pourcentage

	2000	2001	2002	2003	2004
Salaires¹					
Gains moyens	6.1	4.8	6.6	5.3	7.3
Secteur privé (non bancaire)	5.0	5.3	6.5	5.8	5.8
Secteur manufacturier, ouvriers (par heure)	5.5	5.5	6.4	5.9	5.8
Salaire minimum, ouvriers	4.2	3.5	5.4	5.1	4.8
Banques	6.8	6.4	2.9	3.1	8.0
Secteur public (administration centrale)	7.1	5.5	7.3	5.9	10.5
Entreprises publiques	13.7	8.2	11.2	7.0	7.8
Coût unitaire, secteur des entreprises ²	4.5	4.9	4.6	3.5	2.9
Prix					
Déflateur du PIB ³	3.4	3.5	4.0	3.5	3.4
Prix à la consommation (IPC)	3.2	3.4	3.6	3.5	2.9
Inflation sous-jacente ⁴	2.0	3.8	3.6	3.2	3.3
<i>Pour mémoire</i>					
Taux de change effectif	-6.2	-0.6	0.9	2.9	0.8

1. Estimations de la Banque de Grèce (rapport annuel du gouverneur pour 2004, avril 2005).

2. Rémunération des salariés (total pour le secteur des entreprises) divisée par le PIB.

3. Estimations du Service national de statistiques de la Grèce et du ministère de l'Économie et des Finances.

4. Hors combustibles, fruits et légumes frais.

Source : Banque de Grèce (salaires, coûts unitaires de main-d'œuvre et taux de change effectif) et Service national de statistiques de la Grèce (prix).

Notes

1. Les chiffres des comptes nationaux de mars 2005 donnent une image tout à fait différente, avec une hausse impressionnante de l'emploi total de 2.8 % en 2004, ce qui aurait provoqué un ralentissement spectaculaire de la croissance de la productivité du travail de 2 points, la ramenant à 1¼ pour cent en 2004. La différence est due essentiellement à l'agriculture, pour laquelle on n'utilise pas l'enquête sur la population active mais l'enquête structurelle sur la production agricole et animale. Les données des comptes nationaux auraient impliqué une forte hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre – d'environ 4½ pour cent – ce qui ne serait pas de bon augure pour la compétitivité-coûts internationale et les perspectives en matière d'inflation. Cependant, indépendamment de la progression de l'emploi, les données des comptes nationaux semblent indiquer une nette augmentation du taux d'activité, qui a même fait passer le taux de chômage de 10¼ pour cent en 2003 à 11 % en 2004, soit le même niveau qu'en 2002. Le taux de chômage serait donc monté un peu au-dessus des estimations du NAIRU, malgré un PIB effectif qui, estime-t-on, est resté supérieur à son potentiel.

2. Selon la définition de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH).

3. Voir Magginnas et Panopoulou (2003), FMI (2002) et FMI (1999).

Glossaire

ADSL	Ligne d'abonnement haut débit
BTP	Bâtiment et travaux publics
CSF	Cadre d'appui communautaire
DEH	Société publique d'électricité
DEPA	Compagnie publique de gaz naturel
IDE	Investissement direct étranger
IKA	Institut d'assurances sociales
IPC	Indice des prix à la consommation
IPCH	Indice des prix à la consommation harmonisé
LPE	Législation sur la protection de l'emploi
NAIRU	Taux de chômage non accélérateur de l'inflation
OAED	Service public de l'emploi
OPIS	Programme opérationnel pour la société de l'information
OTE	Organisation hellénique des télécommunications
PAMT	Politiques actives du marché du travail
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PMF	Productivité multifactorielle
PPA	Parités de pouvoir d'achat
PPP	Partenariats public-privé
R-D	Recherche-développement
SEC	Système européen de comptabilité nationale
SPE	Service public de l'emploi
TANEO	Fonds de développement de la nouvelle économie
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UE15	Les 15 premiers États de l'Union européenne
UEM	Union économique et monétaire
UMTS	Système universel de télécommunications mobiles

Table des matières

Résumé	8
Évaluation et recommandations	11
Chapitre 1. Principaux défis à court et moyen terme	21
Un assainissement budgétaire durable s'impose d'urgence	22
Comblar l'écart de revenu avec l'Union européenne	24
Accélérer le processus de convergence : les défis en matière de politique économique	29
L'état de l'économie	32
Notes	37
Bibliographie	38
Annexe 1.A1. Évolution macroéconomique récente	39
Chapitre 2. Le défi budgétaire	45
Les finances publiques sont bien plus dégradées qu'on ne l'avait pensé	46
Les révisions comptables des données budgétaires pour la période 1997-2003	46
Évolution budgétaire en 2004 : nouvelle dégradation	52
La stratégie budgétaire à moyen terme : assurer la viabilité des finances publiques ..	53
Les enjeux budgétaires futurs	55
Évolution de la dette publique et de la stratégie de gestion de la dette	57
Le secteur public à moyen et long terme	58
Assurer durablement un revenu suffisant pour la retraite	63
La réforme fiscale	68
Notes	72
Bibliographie	74
Chapitre 3. Accroître la productivité	75
Réforme de la politique de la concurrence	76
Promouvoir une économie fondée sur le savoir	81
État d'avancement de la privatisation et des réformes sectorielles	85
Secteur de l'énergie	87
Télécommunications	90
Transports	91
Améliorer le climat de l'entrepreneuriat	91
Gouvernement d'entreprise	97
Notes	99
Bibliographie	102
Chapitre 4. Accroître les taux d'activité et les taux d'emploi	105
Vers un marché du travail plus flexible	108
Valoriser le capital humain	114

Notes	120
Bibliographie.....	123
Chapitre 5. L'impact économique des migrations	125
Historique et évolution récente	126
Politique migratoire.....	131
Impact économique.....	136
Conclusions.....	147
Notes	148
Bibliographie.....	151
Glossaire	153
Encadrés	
2.1. Principales révisions statistiques des données budgétaires*.....	49
2.2. La procédure de déficit excessif et le cas de la Grèce	51
2.3. Stratégie de gestion de la dette	58
2.4. Simplification des formalités administratives : nouvelles initiatives	60
2.5. Principales mesures de la réforme fiscale de 2003*.....	69
2.6. Recommandations de politique budgétaire	71
3.1. Les effets des réformes des marchés de produits sur l'emploi et le chômage ..	76
3.2. Aperçu des tendances nouvelles dans le domaine des TIC.....	85
3.3. La mise en œuvre des réformes des marchés de produits : vue d'ensemble ...	98
4.1. Nouvelles mesures destinées à développer les possibilités d'emploi	109
4.2. Étapes stratégiques de la restructuration de l'OAED	113
4.3. Mise en œuvre de la réforme du marché du travail : vue d'ensemble.....	119
5.1. Spécialisation de certaines nationalités	130
5.2. Régime du permis de séjour et de travail en vertu de la loi 2910/2001	132
Tableaux	
1.1. Croissance à moyen terme de la production potentielle	26
1.2. Prévisions à court terme	37
1.A1.1. Demande et production : évolution récente	39
1.A1.2. Opérations courantes de la balance des paiements.....	41
1.A1.3. Indicateurs du marché du travail	41
1.A1.4. Salaires et prix.....	43
2.1. Mise à jour révisée 2004 du Programme de stabilité et de croissance (2004-07) ...	54
2.2. Ensemble de mesures adoptées en 2005	54
2.3. Évolution de la dette publique	57
2.4. Dépenses et services de santé : comparaison internationale.....	61
2.5. Indicateurs de performance : revenu durable pour la retraite	65
2.6. Taux de remplacement des retraites pour les personnes actives avant 1992	66
2.7. Taux réel de rendement des cotisations	67
3.1. Programme de privatisation des entreprises publiques	86
4.1. Indicateurs du marché du travail	107
5.1. Caractéristiques de la population immigrée recensée, 2001	128
5.2. Emploi d'Albanais, d'Égyptiens et de Philippins à Athènes	130

Graphiques

1.1. Croissance et solde du secteur public	22
1.2. Décomposition de l'écart de revenu	25
1.3. Scénarios de convergence	27
1.4. Estimations de la croissance de la production potentielle	28
1.5. Principaux indicateurs dans une perspective internationale	32
1.6. Croissance à long terme et niveau de vie	33
1.7. Niveau de vie en Grèce par rapport à l'Union européenne	34
1.8. Indice des conditions monétaires	35
1.9. Taux d'intérêt	36
1.A1.1. Indicateurs de compétitivité internationale	40
1.A1.2. Hausse des prix à la consommation en Grèce et dans la zone euro	42
2.1. Évolution du solde budgétaire des administrations publiques	47
2.2. Solde du secteur public et ratio dette/PIB	48
2.3. Dépenses consacrées aux services publics	59
2.4. Dépenses consacrées aux retraites	64
3.1. Réglementation des marchés de produits et niveaux de productivité dans un certain nombre de pays de l'OCDE	77
3.2. Entrées d'investissements directs étrangers et libéralisation des marchés de produits	78
3.3. Libéralisation des marchés de produits et performance du marché du travail	79
3.4. Effort d'application de la politique de la concurrence	80
3.5. Les ressources de R-D dans un certain nombre de pays de l'OCDE	82
3.6. Indicateurs de l'innovation dans un certain nombre de pays de l'OCDE	83
3.7. Indicateurs des TIC : comparaison internationale	84
3.8. Le marché des télécommunications : classement des pays de l'OCDE selon les redevances téléphoniques	90
3.9. Taux net et brut de création d'entreprises dans l'UE	92
3.10. Évolution de la charge administrative des entreprises en Europe	93
3.11. Délai durant lequel les créanciers conservent des droits sur les actifs d'un failli, 2000 : comparaison internationale	94
3.12. Accès des PME à l'Internet dans un certain nombre de pays de l'OCDE, 2001 et 2002	95
3.13. Investissements en capital-risque, 1999-2002	96
4.1. Croissance et emploi : 1996 à 2004	106
4.2. Types d'emploi : comparaison internationale	111
4.3. Indicateurs pour l'éducation : comparaison	115
4.4. Degré de centralisation des décisions dans le premier cycle du secondaire	116
4.5. Passage de l'école à la vie active : inadéquation emploi/formation	117
5.1. Pyramide des âges de la population recensée, grecque et étrangère, 2001	129
5.2. Population active et immigration dans les années 90	136
5.3. Soldes agro-alimentaires	139
5.4. Construction : production et déflateur par rapport au PIB	141
5.5. Transferts de fonds des travailleurs migrants en proportion du PIB	144

Cette Étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, qui est chargé de l'examen de la situation économique des pays membres.

La situation économique et les politiques de la Grèce ont été évalués par le Comité le 24 mai 2005. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière de la discussion et finalement approuvé par le Comité plénier le 7 juin 2005.

Le projet de rapport du Secrétariat a été établi pour le Comité par Helmut Ziegelschmidt, Vassiliki Koutsogeorgopoulou, Paul O'Brien et Boris Cournède sous la direction de Nick Vanston.

L'Étude précédente de la Grèce a été publiée en juillet 2002.

La présente Étude économique ne peut pas analyser certaines politiques qui intéressent le pays mais relèvent de la compétence de la Communauté européenne. Si quelques-unes d'entre elles peuvent être examinées dans le contexte de l'Étude de la zone euro, d'autres ne peuvent pas l'être par le Comité EDR, car la Commission européenne considère pour l'instant que les Études économiques doivent avoir une portée limitée. Aucune limite ne s'applique en ce qui concerne les politiques qui peuvent être examinées dans les Études économiques des autres pays membres de l'OCDE.

La Commission et les États membres de l'Union européenne étudient activement les moyens d'examiner dans le contexte du Comité EDR les politiques mises en œuvre à l'échelle de la Communauté et de l'Union européenne.

STATISTIQUES DE BASE DE LA GRÈCE

LE PAYS

Superficie (km ²)	131 957	Principales agglomérations,	
Terres cultivées (km ²)	39 290	recensement 2001 (milliers d'habitants)	
		Grand Athènes (y compris le Pirée)	
		Grand Thessalonique	3 200

LA POPULATION

Population (milliers, recensement 2001)	10 940	Emploi total (milliers, 2004)	
Habitants par km ²	82.9	(enquête de la population active)	4 313
Accroissement de la population 1991-2001 (%)	6.7	Par secteur (%)	
		Agriculture	12.6
		Industrie et construction	22.4
		Services	65.0

LA PRODUCTION

Produit intérieur brut, 2004		Formation brute de capital fixe, 2004	
Millions d'euros	165 280	En % du PIB	25.5
Par habitant (\$)	18 771	Par habitant (\$)	4 789

L'ÉTAT

Administrations publiques, 2004 (en % du PIB)		Composition du Parlement (nombre de sièges)	300
Dépenses courantes	44.9	Nouvelle démocratie (ND)	165
Recettes courantes	43.4	Mouvement socialiste panhellénique (PASOK)	117
Besoin net de financement	-6.0	Parti communiste (KKE)	12
		Autres	6
		Dernières élections générales : avril 2004	

LA MONNAIE

Unité monétaire : la drachme		Unités monétaires par \$,	
Depuis le 1 ^{er} janvier 2001 : euro		moyenne des données journalières	
Taux irrévocable de conversion (drachme par euro)	340.75	Année 2004	0.8049
		Mai 2005	0.7885



Extrait de :
OECD Economic Surveys: Greece 2005

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_surveys-grc-2005-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2006), « Principaux défis à court et moyen terme », dans *OECD Economic Surveys: Greece 2005*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-grc-2005-3-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.